

Indicateur A3. Dans quelle mesure le niveau de formation affecte-t-il le taux d'emploi ?

Faits marquants

- L'élévation du niveau de formation procure de meilleures perspectives professionnelles. Dans les pays de l'OCDE, en 2021, le taux d'emploi des jeunes diplômés (25-64 ans) de l'enseignement tertiaire est en moyenne 8 points de pourcentage plus élevé que celui des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et 26 points de pourcentage plus élevé que celui des non-diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. L'élévation du niveau de formation est également en corrélation avec des taux de chômage et d'inactivité moins élevés.
- Chez les 25-34 ans, l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire a augmenté au cours des deux dernières décennies, sans toutefois que les qualifications associées à ce niveau perdent de valeur sur le marché du travail. Dans ce groupe d'âge, les diplômés de l'enseignement tertiaire se distinguent par un taux de chômage qui est en moyenne inférieur de 2 points de pourcentage à celui des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et de 9 points de pourcentage à celui des non-diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire selon les chiffres de 2021 pour les pays de l'OCDE. Ces différences sont presque identiques à celles de 2000.
- En moyenne dans les pays de l'OCDE, le taux d'emploi moyen des diplômés de l'enseignement tertiaire est le plus élevé après une formation en technologies de l'information et de la communication (TIC), mais le moins élevé après une formation en rapport avec les lettres et les arts, les sciences sociales, le journalisme et l'information. Ces différences doivent toutefois être relativisées : ceux qui ont opté pour les lettres et les arts affichent un taux d'emploi supérieur à celui des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

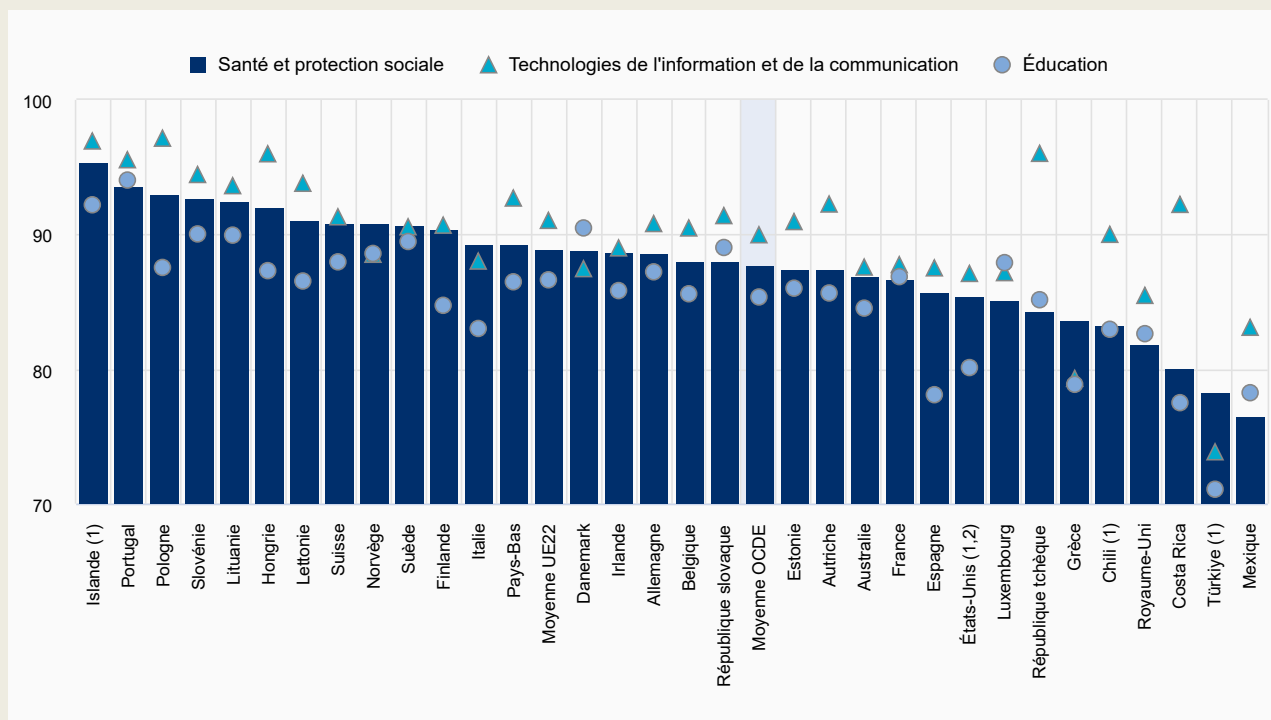
Contexte

Les économies modernes sont tributaires de la présence de travailleurs hautement qualifiés, lesquels jouissent des fruits de leur travail. La promesse de recueillir ces fruits combinée à la multiplication des possibilités de formation a accru la réserve de profils compétents dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Comme la demande de compétences augmente, les marchés du travail absorbent sans peine l'afflux de travailleurs hautement qualifiés, auxquels ils continuent d'offrir de meilleures perspectives professionnelles. Les travailleurs moins qualifiés sont en revanche plus mal lotis. Ils gagnent moins (voir l'indicateur A4) et sont plus exposés au risque de chômage. Dans les prochaines années, ils seront encore plus exposés au risque de chômage, car bon nombre d'entre eux font un travail qui pourrait être automatisé dans un avenir proche (Arntz, Gregory et Zierahn, 2016^[1]). On estime à 14 % le nombre d'emplois qui pourraient disparaître du fait de l'automatisation dans les 15 à 20 prochaines années et à 32 % le nombre d'emplois supplémentaires qui pourraient radicalement changer du fait de l'automatisation de certaines fonctions (OCDE, 2019^[2]).

Les systèmes d'éducation doivent réagir face aux défis du marché du travail et préparer les jeunes au marché du travail de demain. Les retombées professionnelles associées à chaque niveau de formation comptent parmi les indicateurs les plus importants de la relation entre l'éducation et les débouchés sur le marché du travail. Elles sont révélatrices des types de qualification demandés par les employeurs et peuvent aider les pouvoirs publics à mieux comprendre les tendances mondiales et à anticiper l'évolution possible de leur économie dans les prochaines années.

Graphique A3.1. Taux d'emploi des diplômés du tertiaire, selon le domaine d'études (2021)

Pourcentage d'actifs occupés dans l'effectif total de 25-64 ans



1. L'année de référence n'est pas 2021. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

2. Les données se rapportent au domaine d'études choisi en licence, même chez les diplômés d'autres niveaux de l'enseignement tertiaire.

Les pays sont classés par ordre décroissant du taux d'emploi des diplômés de l'enseignement tertiaire dans le domaine de la santé et de la protection sociale.

Source : OCDE (2022), Tableau A3.3. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

StatLink  <https://stat.link/mcsxo6>

Autres faits marquants

- L'enseignement tertiaire offre une très bonne protection contre les effets des crises économiques. Durant la crise financière de 2008 et la pandémie de COVID-19, le chômage a augmenté nettement moins chez les diplômés de l'enseignement tertiaire que chez ceux dont le niveau de formation est inférieur. En 2021, dans les pays de l'OCDE disposant de données comparables sur les tendances, les taux de chômage moyens des 25-34 ans ont commencé à diminuer dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire, mais sont restés stables dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et ont continué à augmenter dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.
- L'élévation du niveau de formation est en étroite corrélation avec l'augmentation des taux d'emploi, même entre les niveaux de l'enseignement tertiaire. Les taux d'emploi des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire sont les plus élevés après un doctorat ou équivalent ; ils sont également plus élevés après un master ou équivalent qu'après une licence.
- Le taux d'inactivité des diplômés de l'enseignement tertiaire varie fortement entre les pays de l'OCDE : il est inférieur à 5 % en Lituanie, mais passe la barre des 20 % en République tchèque et en Italie. Dans certains pays, une proportion considérable d'adultes diplômés de l'enseignement supérieur ne recherchent pas activement d'emploi.

Analyse

Niveau de formation et participation au marché du travail

Le niveau de formation et le taux d'emploi sont en forte corrélation. Dans l'ensemble, un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire est souvent considéré comme le minimum requis pour réussir sur le marché du travail (OCDE, 2021^[3]). Le taux d'emploi des 25-64 ans est nettement plus élevé dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire que dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Dans les pays de l'OCDE, le pourcentage d'actifs occupés s'élève en moyenne à 58 % seulement dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, contre 75 % dans l'effectif diplômé de ce niveau ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Le taux d'emploi de l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire est plus élevé encore, 85 %, mais son écart par rapport à l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire est moindre que celui qui s'observe entre ce dernier et l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir le Tableau A3.1).

L'activité reste en forte relation avec le niveau de formation que l'indicateur de référence soit le taux de chômage, d'emploi ou d'inactivité. Cette relation s'observe dans la quasi-totalité des pays membres et partenaires de l'OCDE dont les données sont disponibles. Très rares sont les pays où un groupe de la population moins qualifié affiche un taux d'activité supérieur à celui d'un groupe plus qualifié (Tableau A3.2 and Tableau A3.4). Cette relation positive reste stable depuis des décennies, malgré la forte élévation du niveau de formation dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2022^[4]).

La relation entre le niveau de formation et le taux d'emploi s'observe à la fois chez les hommes et chez les femmes, mais elle est particulièrement intense chez les femmes. Le taux d'emploi des femmes âgées de 25 à 34 ans en 2021 s'élève à 43 % seulement dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, mais à 82 % dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire. Celui des hommes s'élève respectivement à 69 % et 88 %. Cette différence marquée entre les sexes qui s'observe chez les jeunes non diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire n'est vraisemblablement pas imputable à la seule employabilité. Qu'elle soit liée à la persistance des rôles traditionnellement dévolus aux femmes et aux hommes est plus plausible. Comme les femmes qui prévoient de rester chez elles pour prendre soin de leur famille au lieu de travailler sont moins incitées à faire des études, leur niveau de formation risque d'être moins élevé. Cela se reflète dans les taux d'inactivité des jeunes femmes ayant un niveau d'études inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, qui sont en moyenne plus de deux fois supérieurs à ceux des hommes, et dans les faibles taux d'emploi qui en résultent dans l'ensemble de l'OCDE (voir le Tableau A3.2 et OCDE (2021^[5])).

Effectif des diplômés de l'enseignement tertiaire et taux d'emploi

L'effectif des diplômés a fortement augmenté chez les jeunes dans tous les pays membres et partenaires de l'OCDE disposant de données comparables. Dans les pays de l'OCDE, le pourcentage moyen de 25-34 ans diplômés de l'enseignement tertiaire a atteint 48 % en 2021, alors qu'il était de l'ordre de 27 % seulement en 2000 (voir l'indicateur A1). L'élévation du niveau de formation suit l'évolution du marché du travail, où les compétences prennent une importance sans précédent et où les entreprises peinent à pourvoir des postes spécialisés. Ce phénomène met toutefois certains travailleurs à rude épreuve, en l'espèce ceux qui constatent que leurs qualifications qui étaient encore recherchées jusqu'il y a peu ne leur suffisent plus pour rivaliser avec des candidats plus qualifiés (Lauder et Mayhew, 2020^[6]).

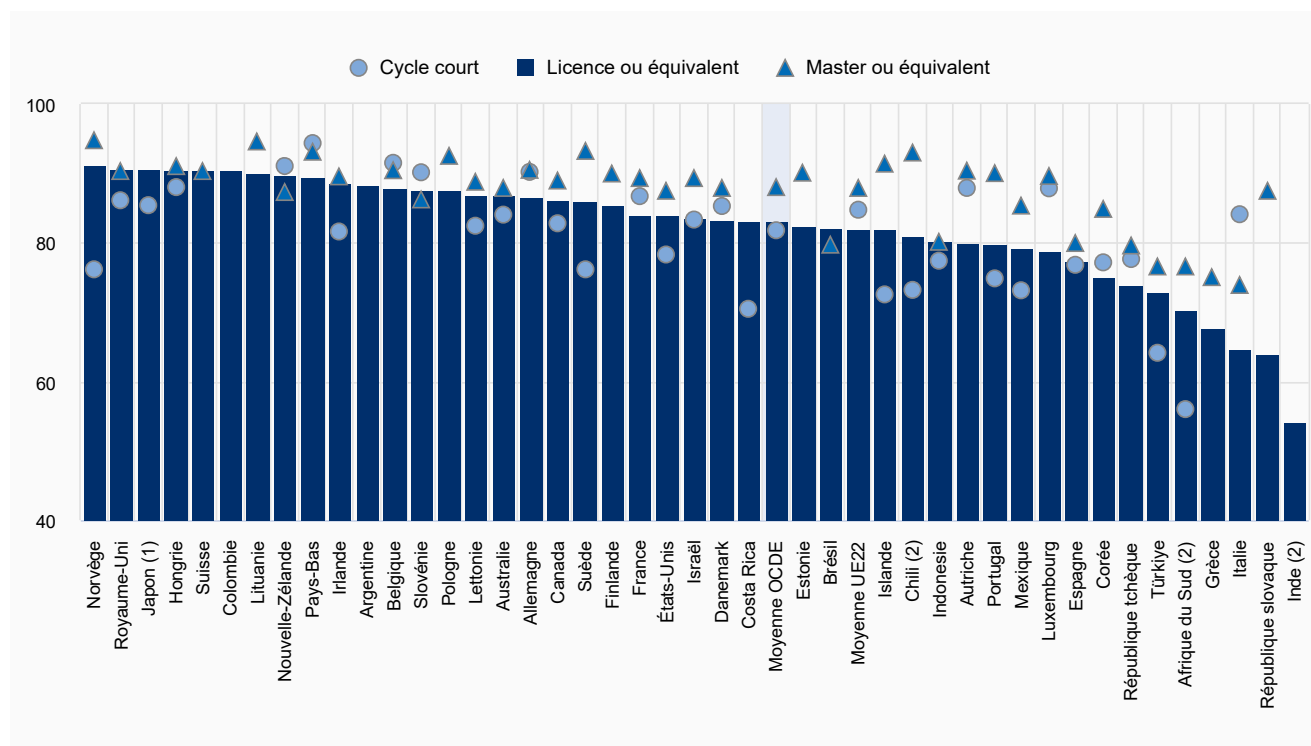
L'effectif des diplômés et le taux d'emploi sont également en corrélation positive aux différents niveaux de l'enseignement tertiaire. Les 25-64 ans affichent un taux d'emploi plus élevé après un doctorat ou équivalent qu'après tout autre niveau de la CITE dans tous les pays de l'OCDE, sauf en au Luxembourg et en Nouvelle-Zélande. De même, le taux d'emploi est partout plus élevé après un master ou équivalent qu'après une licence ou équivalent, sauf en Nouvelle-Zélande. En moyenne, la probabilité de travailler est 5 points de pourcentage plus élevée après un master ou équivalent qu'après une licence ou équivalent. La différence de taux d'emploi persiste donc pendant toute la vie active dans la plupart de pays de l'OCDE. Elle ne s'explique pas uniquement par le fait que les diplômés trouvent plus facilement du travail après un master ou équivalent, puisqu'ils sont susceptibles d'avoir de l'expérience professionnelle, qu'après une licence ou équivalent (voir le Graphique A3.2 et le Tableau A3.2).

Dans le groupe d'âge des 25-34 ans, les diplômés de l'enseignement tertiaire affichent dans l'ensemble le même taux d'emploi qu'ils aient opté pour un cursus de cycle court ou une licence, ou formation équivalente, dans les pays de l'OCDE.

Cette moyenne occulte toutefois de fortes différences entre les pays. Le taux d'emploi des diplômés de l'enseignement tertiaire est plus élevé après une formation de cycle court qu'après une licence, un master ou équivalent dans certains pays, mais moins élevé dans d'autres. Comme les formations tertiaires de cycle court ont une vocation professionnelle, souvent associée à la promesse implicite d'une entrée plus aisée dans la vie active, leur efficacité semble varier selon les chiffres (voir le Graphique A3.2).

Graphique A3.2. Taux d'emploi des 25-34 ans diplômés du tertiaire, selon le niveau d'enseignement (2021)

Pourcentage d'actifs occupés dans l'effectif total de 25-64 ans



1. Sont inclus dans les diplômés de l'enseignement tertiaire des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et de l'enseignement post-secondaire non tertiaire (moins de 5 % des adultes se classent dans cette catégorie).

2. L'année de référence n'est pas 2021. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre décroissant du taux d'emploi des 25-34 ans diplômés de l'enseignement tertiaire en licence, ou équivalent.

Source : OCDE (2022), Base de données de *Regards sur l'éducation*, <http://stats.oecd.org/>. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

StatLink  <https://stat.link/im8fu5>

À l'autre extrême du spectre de l'enseignement tertiaire, les différences de taux d'emploi sont nettement moindres entre les pays. Le taux d'emploi est plus élevé après un doctorat ou équivalent qu'à tout autre niveau de formation dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. Dans le groupe d'âge des 25-64 ans, le pourcentage moyen d'actifs occupés s'élève à 93 % après un doctorat ou équivalent dans les pays de l'OCDE et n'est inférieur à 90 % que dans quatre pays (en Espagne, en Estonie, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande). 99 % des adultes sont en activité après un doctorat ou équivalent (voir le Tableau A3.1).

Selon le domaine d'études

Les taux d'emploi des diplômés de l'enseignement tertiaire sont élevés dans tous les domaines d'études. Dans l'ensemble, les domaines des STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) ont les meilleurs résultats en matière d'emploi. Dans ces domaines, les TIC procurent les taux d'emploi les plus élevés : en moyenne, 90 % des diplômés de l'enseignement tertiaire dans ce domaine sont occupés dans les pays de l'OCDE. Le taux d'emploi moyen des diplômés qui ont opté pour

l'ingénierie, les industries de transformation ou la construction est très élevé également (89 %). L'éducation, un domaine d'une importance particulière pour bon nombre de pays, présente un taux d'emploi qui est légèrement inférieur en moyenne, tout en restant très appréciable (85 %, en moyenne). C'est dans le domaine d'études qui regroupe les lettres et arts, les sciences sociales, le journalisme et l'information que le taux d'emploi des diplômés de l'enseignement tertiaire est le moins élevé chez les 25-64 ans (83 %, en moyenne) (voir le Graphique A3.1). À titre de comparaison, il est toutefois 10 points de pourcentage plus élevé environ que dans l'effectif du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Cela montre bien que l'enseignement tertiaire procure un avantage sur le marché du travail même dans des domaines d'études où les étudiants ne sont pas directement formés à un poste déterminé (voir le Graphique A3.1 et le Tableau A3.3).

Les différences de taux d'emploi entre les domaines d'études sont ténues, mais elles sont très semblables dans les pays de l'OCDE. Les diplômés de l'enseignement tertiaire affichent un taux d'emploi aussi élevé, sinon plus élevé s'ils ont opté pour les TIC plutôt que pour les lettres et arts, les sciences sociales, ou le journalisme et l'information dans tous les pays de l'OCDE. Quant aux branches des STIM, les sciences naturelles, les mathématiques et les statistiques sont associées à un taux d'emploi qui tend à être inférieur à celui d'autres branches. Les différences sont particulièrement marquées au Chili, au Portugal, au Mexique et en République tchèque, où le taux d'emploi est en moyenne 10 points de pourcentage moins élevé dans ces branches que dans d'autres branches des STIM (voir le Tableau A3.3).

Il n'existe pas de données comparables au niveau international sur les taux d'emploi par domaine d'études pour les niveaux de formation inférieurs à l'enseignement tertiaire dans les pays de l'OCDE. Cependant, les données suggèrent que le métier a un effet important sur les taux d'emploi des travailleurs peu qualifiés (Autor et Dorn, 2013^[7]). De nombreux pays connaissent une pénurie de travailleurs ayant un niveau de formation inférieur à l'enseignement supérieur dans certains secteurs, même si le taux de chômage global des personnes ayant ce niveau de formation est élevé. Ainsi, le domaine d'études est également susceptible d'avoir une influence considérable sur les perspectives d'emploi, y compris pour les travailleurs avec un niveau d'études inférieur au niveau tertiaire.

Selon la région infranationale

Dans les pays membres et partenaires de l'OCDE dont les données infranationales sur la situation au regard de l'emploi sont disponibles, les taux d'emploi varient plus entre les régions aux niveaux de formation inférieurs. En Australie par exemple, le taux d'emploi des 25-64 ans varie entre 54 % (dans la région de Canberra) et 63 % (en Australie-Occidentale) dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, mais entre 82 % (en Tasmanie) et 89 % (dans le Territoire du Nord) dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire. La région de la capitale, pourtant pôle d'activité économique, n'est pas celle où le taux d'emploi est le plus élevé dans la plupart des pays. Le taux d'emploi de l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire tend toutefois à être légèrement plus élevé dans la région de la capitale que la moyenne non pondérée de toutes les régions du pays. En Grèce par exemple, le taux d'emploi des diplômés de l'enseignement tertiaire est 3 points de pourcentage plus élevé dans la région de la capitale (l'Attique) que la moyenne non pondérée de toutes les régions du pays (OCDE, 2022^[8]).

Niveau de formation et taux de chômage

Entre 2000 et 2021, le pourcentage de 25-34 ans diplômés de l'enseignement tertiaire a augmenté, passant de 27 % à 48 % en moyenne dans les pays de l'OCDE avec des données de tendance disponibles (voir l'indicateur A1). Malgré cette forte augmentation, les avantages que procure l'enseignement tertiaire sur le marché du travail ne semblent pas diminuer. Dans le groupe d'âge des 25-34 ans, la différence de taux de chômage moyenne entre l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire et l'effectif non diplômé de ce niveau est presque la même en 2021 qu'en 2000. Tous pays de l'OCDE confondus, le marché du travail a absorbé l'afflux croissant de diplômés de l'enseignement tertiaire sans effet notable sur le taux de chômage associé à ce niveau de formation (voir le Graphique A3.3).

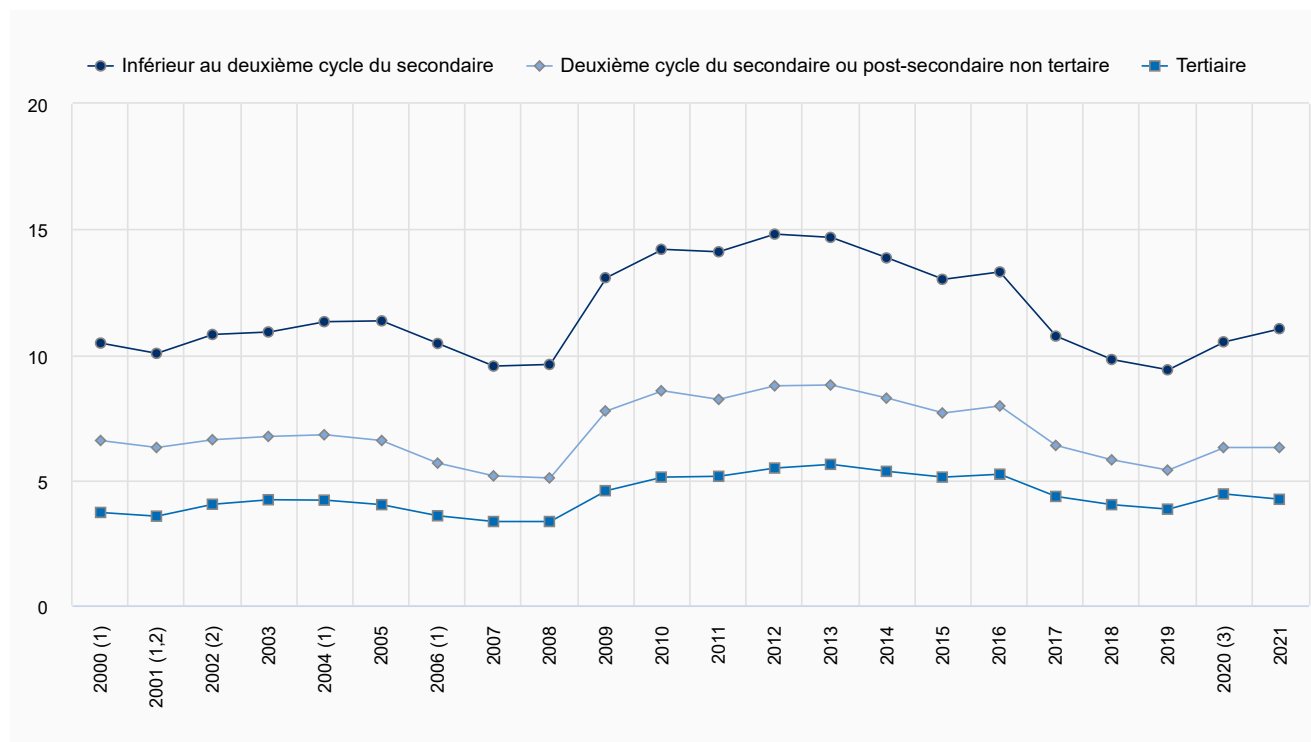
L'enseignement tertiaire offre aussi une très bonne protection contre les effets des crises économiques. Une forte augmentation du chômage a été constatée au lendemain de la crise financière de 2008 dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et, dans une moindre mesure, dans celui de ce niveau ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. L'impact a été en revanche nettement moindre chez les 25-34 ans diplômés de l'enseignement tertiaire. Une tendance similaire a pu s'observer durant la pandémie de COVID-19. Les taux de chômage ont augmenté pour les trois niveaux agrégés de formation en 2020, mais dans une mesure nettement moins forte chez les jeunes diplômés de l'enseignement tertiaire que chez ceux dont le niveau de formation est inférieur. En 2021, les taux de chômage ont commencé à diminuer pour les jeunes diplômés de l'enseignement tertiaire, mais ont continué à augmenter dans l'effectif

non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et sont restés stables dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire (voir le Graphique A3.3).

Ces constats suggèrent que l'augmentation de l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire a des effets positifs sur le marché du travail, certes, mais deux mises en garde s'imposent. En premier lieu, on ne peut exclure au vu des tendances tous pays de l'OCDE confondus que dans certains pays, la part de l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire dans la population soit supérieure à la part qui serait idéale selon la situation sur le marché du travail. Toute analyse un tant soit peu censée doit être faite compte tenu non seulement des effets que l'augmentation de l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire aura sur les nouveaux diplômés, mais aussi des effets qu'elle a sur la main-d'œuvre actuelle. En second lieu, ces constats n'impliquent pas que faire des études tertiaires est nécessairement la meilleure option pour chacun. Le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire peut procurer à certains de meilleurs débouchés professionnels et des postes plus épanouissants que l'enseignement tertiaire. À l'inverse, il ne fait aucun doute que la tendance à la diminution de l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'est révélée positive partout et qu'il y a lieu de continuer à la promouvoir. Les différences de retombées socio-économiques qui sont décrites tout au long du chapitre A du présent rapport sont trop marquées pour qu'il soit plausible qu'une augmentation de l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire soit profitable dans le moindre pays de l'OCDE.

Graphique A3.3. Évolution des taux de chômage, selon le niveau de formation (de 2000 à 2021)

Pourcentage de 25-34 ans au chômage dans la population active de cet âge ; moyenne de l'OCDE



Remarque : des pays sont exclus de la moyenne de l'OCDE en raison du manque de données relatives à de nombreuses années, à savoir l'Autriche, le Chili, la Colombie, la France, l'Islande, le Japon, la Lituanie, le Luxembourg, la Norvège et la Slovaquie. Il y a des ruptures dans les séries temporelles suite à des changements méthodologiques dans la classification CITE avec un impact mineur sur les niveaux agrégés de formation.

1. Données d'Israël manquantes.

2. Données de la Finlande manquantes.

3. Données de la République de Turquie manquantes.

Source : OCDE (2022), Base de données de *Regards sur l'éducation*, <http://stats.oecd.org/>. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

StatLink  <https://stat.link/ktzcyw>

Encadré A3.1. Variation internationale du phénomène de surqualification chez les diplômés de l'enseignement tertiaire

Les qualifications des travailleurs et les exigences cognitives des postes doivent s'aligner sur le marché du travail. Veiller à l'adéquation entre le niveau de formation et les exigences des postes est essentiel pour promouvoir une croissance forte et inclusive (OCDE, 2013^[9]).

Chez les diplômés de l'enseignement tertiaire, la surqualification signifie qu'un niveau de formation égal, voire inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire suffit pour exercer leurs fonctions (voir les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations). Sous l'effet de l'expansion de l'enseignement tertiaire, de nombreux diplômés de ce niveau d'enseignement occupent un poste où leurs qualifications ne semblent pas pleinement exploitées. Ce phénomène préoccupe de plus en plus les responsables politiques.

Comme indiqué dans l'édition de 2018 de *Regards sur l'éducation*, 15 % des 25-64 ans diplômés de l'enseignement tertiaire ont en moyenne déclaré être surqualifiés (c'est-à-dire être diplômés du niveau 5A ou 6 de la CITE et exercer des fonctions nécessitant au plus le niveau 3 de la CITE) dans les pays et économies de l'OCDE qui ont participé à l'Évaluation des compétences des adultes (PIAAC). C'est au Japon que le pourcentage de travailleurs concernés, supérieur à 25 %, est le plus élevé. En revanche, pas plus d'un diplômé de l'enseignement tertiaire sur dix se dit surqualifié au Danemark, en Finlande, en Slovaquie, en Suède et en République de Turquie (OCDE, 2018^[10]).

Cette variation du phénomène entre les pays incite à analyser le classement des pays par rapport au taux moyen de surqualification des diplômés de l'enseignement tertiaire. Deux types de facteurs peuvent influencer sur la variation du taux de surqualification entre les pays.

- **Facteurs personnels** : le pays de naissance compte parmi les facteurs déterminants de la surqualification dans la plupart des pays où la population issue de l'immigration est importante. En Norvège et en Suède, les travailleurs surqualifiés sont au moins trois fois plus nombreux parmi ceux nés à l'étranger que parmi ceux nés dans le pays. L'âge est un autre facteur qui intervient dans le phénomène de surqualification. Les jeunes sans expérience professionnelle sont plus enclins à accepter un poste inférieur à leur niveau de qualification pour entrer dans la vie active. Le sexe, le niveau de formation des parents, le domaine d'études, le secteur (public ou privé) et le type de contrat peuvent aussi influencer sur la probabilité des travailleurs d'être surqualifiés. Une fois agrégées à l'échelle nationale, les différences dans la répartition des travailleurs concernés par ces facteurs personnels peuvent expliquer la variation du taux de surqualification entre les pays.
- **Facteurs nationaux** : en premier lieu, le cycle conjoncturel et la situation sur le marché du travail peuvent influencer sur la probabilité de surqualification. Il est établi que ceux qui font leurs débuts dans la vie active en pleine récession sont plus exposés au risque de surqualification. Le même constat vaut pour ceux qui arrivent sur un marché du travail où les diplômés de l'enseignement tertiaire sont relativement trop nombreux. En deuxième lieu, la réglementation du marché du travail semble avoir une certaine importance. Enfin, les spécificités et la qualité globale du système d'éducation varient entre les pays. Selon des recherches empiriques, les diplômés doivent composer avec des conditions de travail plus difficiles dans les pays où le système d'éducation est d'une qualité plutôt médiocre (Verhaest et Van Der Velden, 2013^[11]).

Le Graphique A3.4 montre dans quelle mesure le taux de surqualification des diplômés de l'enseignement tertiaire s'écarte dans chaque pays du taux moyen, calculé sur la base des pays retenus, et dans quelle mesure les facteurs personnels et nationaux contribuent à expliquer ces écarts par rapport au taux moyen. Le taux de surqualification est supérieur à la moyenne dans les pays dont le segment est supérieur à zéro et inférieur à la moyenne dans ceux dont le segment est inférieur à zéro. Ces estimations sont dérivées d'une régression logistique multiniveau dont le tableau est repris à l'annexe 3. Dans la régression, les facteurs nationaux ne sont pas contrôlés car il n'existe pas, en règle générale, d'indicateurs convenus à l'échelle internationale pour mesurer ces facteurs. Pour simplifier l'interprétation des résultats, l'analyse est faite partant du principe que les écarts non expliqués par les facteurs personnels susmentionnés sont à imputer directement à des différences nationales.

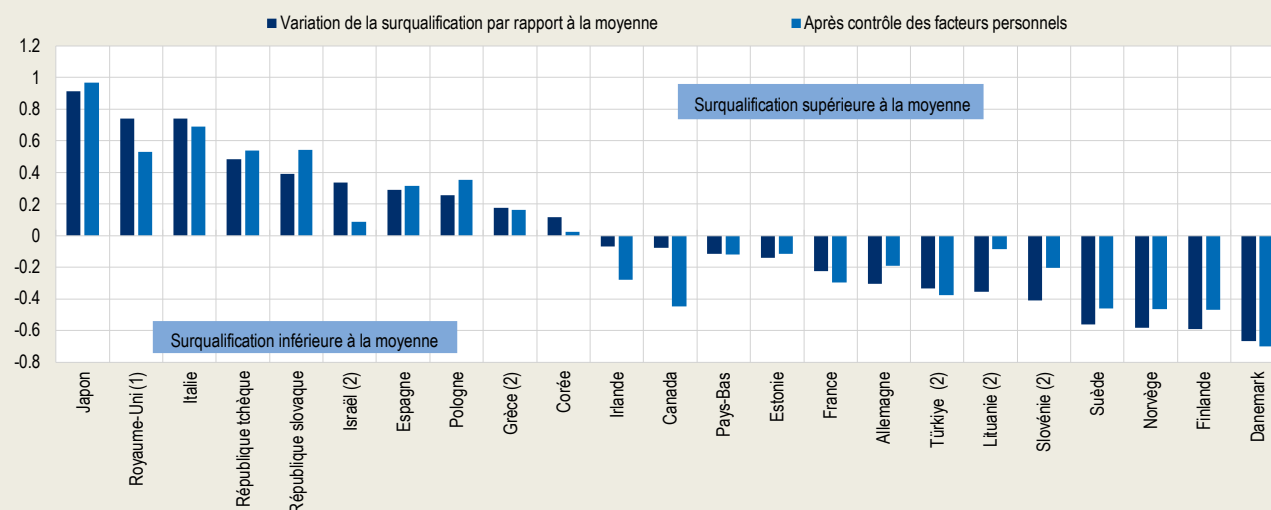
Dans le Graphique A3.4, les segments bleu foncé correspondent aux valeurs citées ci-dessus avant contrôle de l'effet des facteurs personnels. Le taux de surqualification est le plus élevé au Japon et le moins élevé au Danemark. C'est en Israël, en Lituanie, en Slovaquie et au Royaume-Uni que les segments diminuent le plus après contrôle de l'effet des

facteurs personnels (voir le Graphique A3.4). Dans ces pays, des facteurs personnels contribuent à expliquer le fait que le taux de surqualification est inférieur ou supérieur à la moyenne. À l'inverse, la longueur des segments change à peine après contrôle de l'effet des facteurs personnels au Danemark, en Espagne, en Grèce, en Italie et en République tchèque. Dans ces pays, le taux de surqualification n'est pas en forte corrélation avec les facteurs personnels susmentionnés et est plus vraisemblablement déterminé par les facteurs nationaux.

L'analyse plus précise de chaque facteur personnel montre que le risque de surqualification auquel les diplômés de l'enseignement tertiaire sont exposés diminue avec l'âge et le niveau de formation des parents, mais s'accroît avec l'immigration. De plus, le fait de travailler dans le secteur privé ou sous contrat temporaire accroît aussi le risque de surqualification. Le domaine d'études est également associé au risque de surqualification ; les diplômés qui ont opté pour une formation dans le domaine de la santé ou de la protection sociale sont moins exposés au risque de surqualification.

Graphique A3.4. Variation internationale de la surqualification des travailleurs du tertiaire (2012 ou 2015)

Chez les 25-64 ans occupés



Lecture du graphique : les variables ne sont pas exprimées en unités. La longueur des segments indique la mesure dans laquelle les pays sont proches de la surqualification moyenne. Si les segments sont moins longs après contrôle des facteurs personnels ou nationaux, cela signifie que ces facteurs personnels ou nationaux contribuent à expliquer pourquoi la surqualification est supérieure ou inférieure à la moyenne. Consulter la liste des facteurs personnels et nationaux et le tableau de la régression à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

Remarque : on entend par travailleurs surqualifiés les diplômés du niveau 5A ou 6 de la CITE qui exercent des fonctions requérant au plus le niveau 3 de la CITE. Le niveau de formation se base sur la CITE-97. Consulter les sections « Définitions », « Méthodologie » et « Source » pour de plus amples informations.

1. Les données relatives aux facteurs personnels se rapportent à des entités infranationales, à savoir l'Angleterre (RU) et l'Irlande du Nord (RU).

2. L'année de référence est 2015 ; l'année de référence est 2012 dans tous les autres pays et entités infranationales.

Les pays sont classés par ordre décroissant du degré relatif de surqualification.

Source : OCDE (2022). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

StatLink  <https://stat.link/du0gm1>

Chômage de longue durée

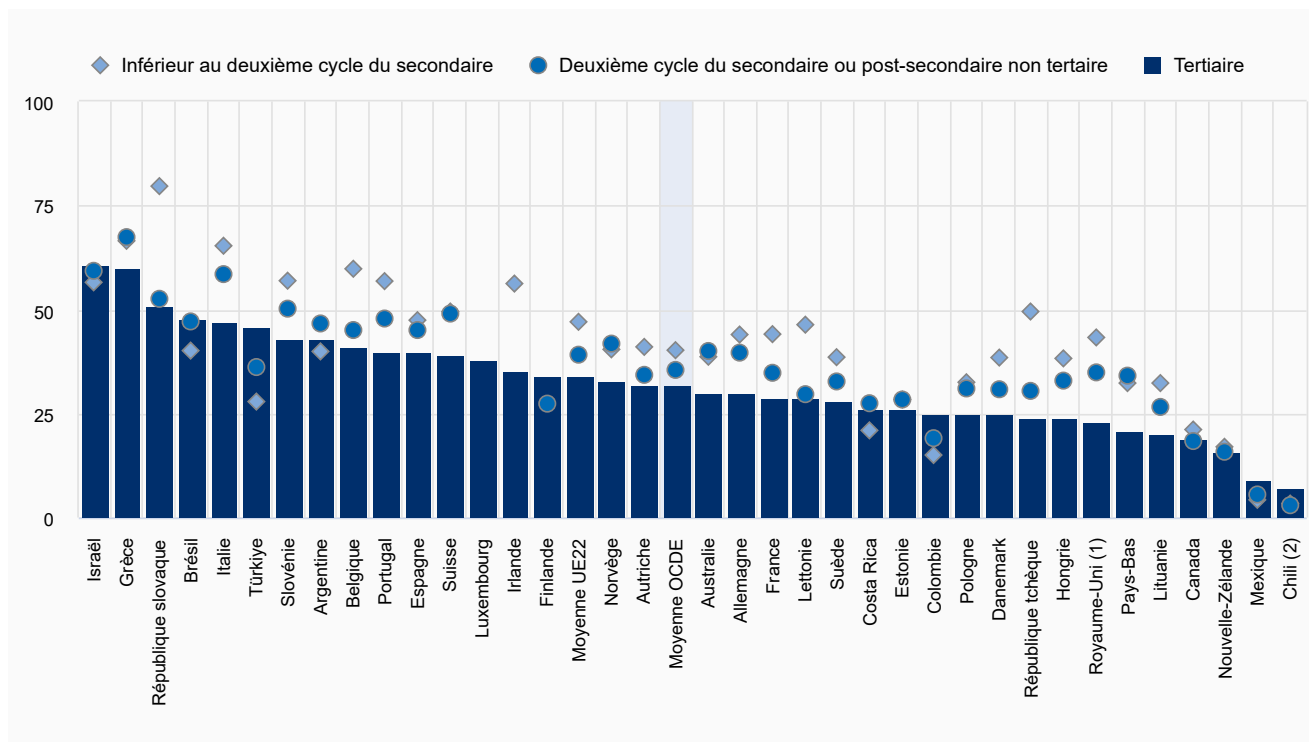
Le chômage est particulièrement préjudiciable lorsqu'il est de longue durée. Il est alors très lourd de conséquences pour le bien-être physique et mental des chômeurs et de leur famille. Il apparaît de surcroît que plus le chômage est de longue durée, plus trouver du travail est difficile. Les compétences non utilisées s'atrophient et de nombreux employeurs rechignent à engager des chômeurs de longue durée, même s'ils réunissent les conditions. À ces difficultés s'ajoute le fait que lorsque les chômeurs de longue durée trouvent du travail, le salaire qui leur est proposé tend à être moins élevé que celui proposé aux candidats qui sont au chômage depuis moins longtemps (Abraham et al., 2016^[12]). Avec toutes ces conséquences, le chômage de longue durée mérite vraiment que les pouvoirs publics s'emploient à le prévenir.

L'élévation du niveau de formation réduit aussi le risque de chômage de longue durée. Dans les pays de l'OCDE, le pourcentage d'actifs au chômage pendant plus de 12 mois s'élève en moyenne à 31 % dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire, mais à 35 % dans celui diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et à 40 % dans celui non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Précisons que ces chiffres sous-estiment la variation du nombre de chômeurs de longue durée puisqu'ils ne tiennent pas compte du fait qu'avant tout, le taux de chômage est bien moins élevé chez les plus diplômés (voir le Tableau A3.5).

Cette tendance à un chômage de longue durée moindre aux niveaux de formation plus élevés s'observe dans la quasi-totalité des pays membres de l'OCDE. Les pays où le pourcentage de chômeurs de longue durée est plus élevé dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire que dans celui moins diplômé tendent à accuser un PIB par habitant nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE. Cela pourrait s'expliquer par le fait que dans ces pays, les régimes de protection contre le chômage sont moins efficaces et forcent les chômeurs à trouver du travail plus rapidement s'ils sont défavorisés et moins qualifiés. Les États-Unis sont le seul pays dont le PIB par habitant est supérieur à la moyenne où le chômage de longue durée est plus élevé chez les diplômés de l'enseignement tertiaire ; c'est aussi un pays où le régime de protection contre le chômage est nettement moins généreux que dans de nombreux autres pays de l'OCDE (voir le Graphique A3.5).

Graphique A3.5. Chômage de longue durée (de 12 mois au moins) des 25-64 ans, selon le niveau de formation (2021)

Pourcentage de chômeurs dans l'effectif de 25-64 ans au chômage



1. Sont inclus dans les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire des diplômés d'un nombre et niveau suffisants de cursus qui, pris séparément, les classeraient dans une catégorie intermédiaire (12 % des 25-64 ans se classent dans cette catégorie).

2. L'année de référence n'est pas 2021. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage de 25-64 ans diplômés de l'enseignement tertiaire au chômage depuis 12 mois au moins.

Source : OCDE (2022), Tableau A3.5. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

Niveau de formation et inactivité

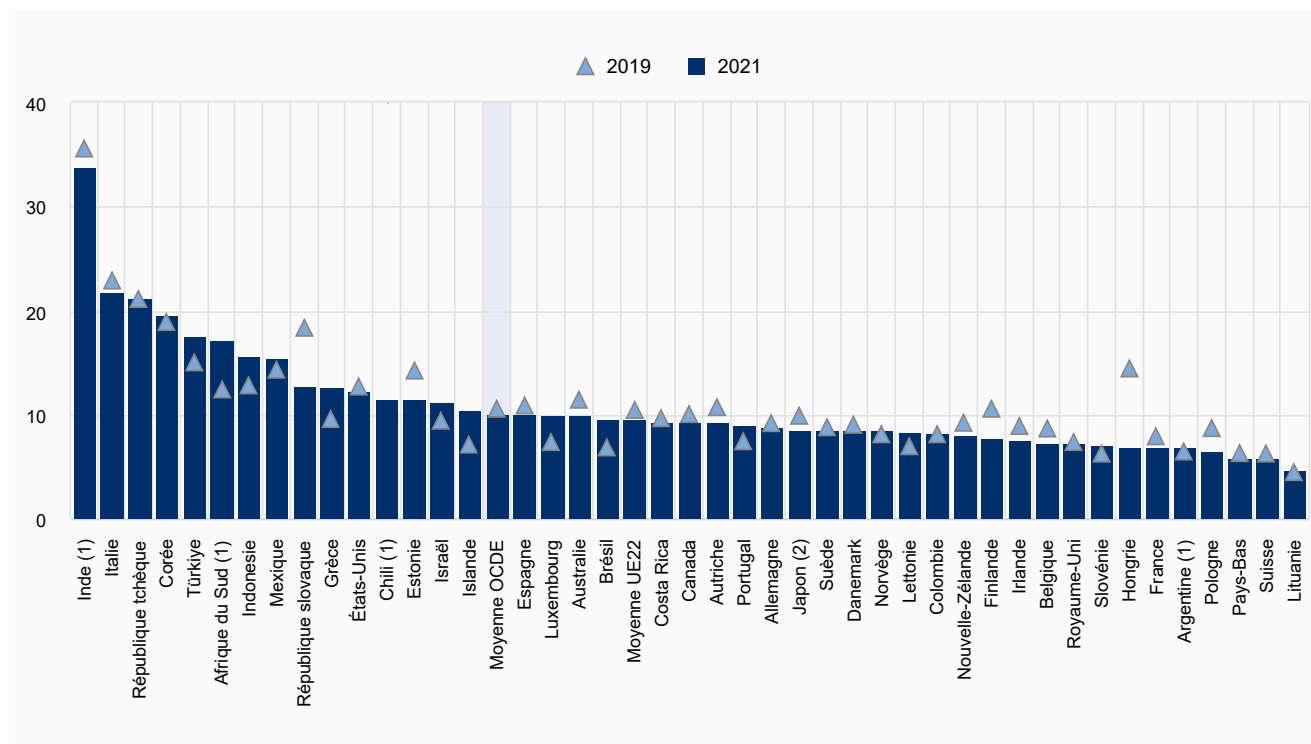
Le taux de chômage est très médiatisé, mais le taux d'inactivité — qui correspond au pourcentage de personnes en âge de travailler qui ne sont ni occupées, ni à la recherche active d'un emploi — est un autre indicateur important de l'offre de main-d'œuvre. Relèvent de la catégorie des inactifs non seulement les personnes qui s'occupent de leur famille ou qui sont incapables de travailler pour raisons de santé, mais aussi les sans-emploi qui ont cessé de chercher du travail. Le chômage de longue durée peut donc se muer en inactivité, auquel cas les personnes concernées disparaissent des statistiques sur le chômage sans toutefois cesser d'en subir les conséquences fâcheuses.

Les coûts sociétaux de l'inactivité des diplômés de l'enseignement tertiaire sont particulièrement élevés. Les pouvoirs publics consacrent énormément d'argent à la scolarisation jusqu'à l'enseignement tertiaire (voir le chapitre C). L'investissement public dans l'enseignement tertiaire ne se justifie pas uniquement par des considérations économiques, certes, mais il n'est soutenable que s'il procure un rendement sous forme de recettes fiscales plus élevées. De plus, l'inactivité de diplômés de l'enseignement tertiaire soustrait des compétences dans la main-d'œuvre, ce qui a aussi un impact indirect sur les moins diplômés car l'emploi hautement qualifié tend à avoir des effets d'entraînement positifs sur l'emploi peu qualifié (Mazzolari et Ragusa, 2013^[13]).

Le taux d'inactivité des 25-34 ans diplômés de l'enseignement tertiaire varie fortement entre les pays de l'OCDE. Le pourcentage de jeunes inactifs dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire s'élève à 10 % en 2021 en moyenne dans les pays de l'OCDE, mais est moitié moindre en Lituanie (5 %) et plus de deux fois la moyenne de l'OCDE en Italie et en République tchèque (voir le Graphique A3.6).

Graphique A3.6. Évolution des taux d'inactivité des 25-34 ans diplômés du tertiaire (2019 et 2021)

Pourcentage d'inactifs dans l'effectif total de 25-34 ans



1. L'année de référence n'est pas 2021. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

2. Sont inclus dans les diplômés de l'enseignement tertiaire des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et de l'enseignement post-secondaire non tertiaire (moins de 5 % des adultes se classent dans cette catégorie).

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage d'inactifs dans l'effectif de 25-34 ans diplômés de l'enseignement tertiaire en 2021.

Source : OCDE (2022), Tableau A3.4. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

Le taux d'inactivité moyen des 25-34 ans s'élève en moyenne à 17 % dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire, s'élevant à 32 % dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans les pays de l'OCDE. Il est intéressant de constater que ces taux d'inactivité n'ont guère varié pendant la pandémie de COVID-19 et que dans la plupart des pays, ils n'ont pas augmenté comme on le craignait. Les taux d'inactivité ont augmenté dans certains pays, mais ont diminué dans les taux d'inactivité des diplômés de l'enseignement supérieur dans un nombre plus élevé de pays entre 2019 et 2021. Ils ont même sensiblement diminué chez les jeunes adultes diplômés de l'enseignement supérieur (plus de 5 points de pourcentage) dans quelques pays, en Hongrie et en République slovaque par exemple (voir le Graphique A3.6 et le Tableau A3.4).

Définitions

Par **main-d'œuvre (population active)**, on entend le nombre total d'actifs occupés et au chômage, conformément à la définition de l'Enquête sur les forces de travail.

Groupes d'âge : le terme « **adultes** » désigne la population âgée de 25 à 64 ans ; et l'expression « **jeunes (adultes)** », la population âgée de 25 à 34 ans.

Le **niveau de formation** correspond au plus haut niveau d'enseignement dont les individus sont diplômés.

Les **actifs occupés** sont les individus qui, durant la semaine de référence, ont effectué un travail d'une durée d'une heure au moins moyennant un salaire ou un bénéfice ou avaient un emploi, mais étaient temporairement absents de leur travail. Le **taux d'emploi** correspond au pourcentage d'actifs occupés dans la population.

Les **domaines d'études** sont dérivés des domaines d'études et de formation de la CITE 2013 (CITE-F 2013). Voir la liste des domaines d'études cités dans le rapport dans le *Guide du lecteur*.

Par **inactifs**, on entend les individus qui n'étaient ni occupés, ni au chômage durant la semaine de référence. Les individus scolarisés sont considérés comme inactifs s'ils ne cherchent pas d'emploi. Le **taux d'inactivité** correspond au pourcentage d'inactifs dans la population en âge de travailler (le nombre d'inactifs est divisé par le nombre total d'individus en âge de travailler).

Niveaux de formation : les niveaux de la CITE 2011 sont tous décrits dans le *Guide du lecteur*, au début du présent rapport. La version précédente de la CITE (CITE 97) est utilisée dans les analyses des données de l'Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) dans l'encadré. Les niveaux de formation sont définis comme suit : le **niveau de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire** correspond aux niveaux 0, 1, 2 et 3C (formations courtes) ; le **niveau de formation égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire** correspond aux niveaux 3 et 4 ; et le **niveau de formation égal à l'enseignement tertiaire** correspond aux niveaux 5A, 5B et 6. Le niveau 5A de la CITE désigne les cursus largement théoriques qui visent à préparer les étudiants à entamer un programme de recherche de haut niveau ou à exercer des professions exigeant un niveau élevé de compétence comme celles de médecin, de dentiste ou d'architecte. Ces cursus correspondent à au moins trois années d'études à temps plein, mais le plus souvent à quatre années d'études, voire davantage. Ils ne sont pas uniquement proposés à l'université et certains reconnus comme universitaires à l'échelle nationale ne réunissent pas les conditions pour être classés dans l'enseignement tertiaire de type A. Ils incluent les formations de deuxième cycle, comme le *master's degree* aux États-Unis. Le niveau 5B de la CITE désigne les cursus d'une durée généralement plus courte que ceux relevant de l'enseignement tertiaire de type A. Ces cursus sont axés sur des compétences pratiques ou techniques requises pour exercer immédiatement des métiers spécifiques, bien qu'ils contiennent parfois des volets plus théoriques. Ils correspondent à au moins deux années d'études à temps plein dans l'enseignement tertiaire. Le niveau 6 de la CITE désigne les programmes de recherche de haut niveau donnant directement lieu à la délivrance d'un titre qui équivaut au doctorat. Ces formations correspondent en théorie à trois années d'études à temps plein dans la plupart des pays (soit un total cumulé d'au moins sept années d'études à temps plein dans l'enseignement tertiaire), mais ils durent généralement plus longtemps. Ils sont consacrés à des études très poussées et à des recherches inédites.

Inadéquation des qualifications : dans l'analyse de l'encadré, on entend par travailleurs surqualifiés les diplômés du niveau 5A ou 6 de la CITE qui exercent des fonctions requérant au plus le niveau 3 de la CITE. Par **travailleurs sous-qualifiés**, on entend les travailleurs au plus diplômés du niveau 3 de la CITE dont les fonctions requièrent le niveau 5A ou 6 de la CITE.

Par **chômeurs**, on entend les individus qui, durant la semaine de référence, n'ont pas travaillé et ont activement cherché un emploi et étaient disponibles pour commencer à travailler. Le **taux de chômage** correspond au pourcentage de chômeurs dans la population active (c'est-à-dire le nombre de chômeurs divisé par la somme des actifs occupés et des chômeurs).

Méthodologie

Voir l'indicateur A1 pour des informations sur la méthodologie.

Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation* (OCDE, 2018^[14]) pour plus d'informations. Voir les notes spécifiques aux pays à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

La répartition du chômage selon sa durée dans le Tableau A3.5 ne tient pas compte des adultes au chômage qui ont déclaré une durée de chômage inconnue. La part des adultes au chômage depuis au moins 3 mois mais moins de 12 mois fait référence à la part de ceux qui sont au chômage depuis moins de 12 mois en Argentine, Australie, Colombie, Finlande, Portugal, Suisse et Türkiye.

L'inadéquation des qualifications dont traite l'Encadré A3.1 ne reflète pas le fait que le domaine d'études des travailleurs ne correspond pas à leur poste. La définition de la surqualification peut varier entre les études sur le sujet. Lors de l'Évaluation des compétences des adultes, les personnes interrogées ont répondu à la question suivante à propos de leur emploi actuel : « Si une personne postulait aujourd'hui [...] ce type d'emploi, quelles seraient les qualifications habituellement demandées, le cas échéant ? ». L'analyse compare les individus au plus diplômés du niveau 3 et ceux diplômés du niveau 5A ou 6 de la CITE et ne porte pas sur le niveau 5B de la CITE. Cette décision a été prise à cause de la limite floue entre les niveaux 5B et 5A ou 6 de la CITE et du fait que le niveau 4 de la CITE est mal défini sur le marché du travail.

Source

Voir les sources de l'indicateur A1.

Les données infranationales de certains indicateurs sont disponibles dans la Base de données régionales de l'OCDE (2022^[8]).

Références

- Abraham, K. et al. (2016), « The consequences of long-term unemployment: Evidence from linked survey and administrative data », *NBER Working Papers*, n° 22665, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <https://doi.org/10.3386/w22665>. [12]
- Arntz, M., T. Gregory et U. Zierahn (2016), « The risk of automation for jobs in OECD countries: A comparative analysis », *Documents de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations*, n° 189, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5j1z9h56dvq7-en>. [1]
- Autor, D. et D. Dorn (2013), « The growth of low-skill service jobs and the polarization of the US labor market », *American Economic Review*, vol. 103/5, pp. 1553-1597, <https://doi.org/10.1257/aer.103.5.1553>. [7]
- Lauder, H. et K. Mayhew (2020), « Higher education and the labour market: An introduction », *Oxford Review of Education*, vol. 46/1, pp. 1-9, <https://doi.org/10.1080/03054985.2019.1699714>. [6]
- Mazzolari, F. et G. Ragusa (2013), « Spillovers from high-skill consumption to low-skill labor markets », *Review of Economics and Statistics*, vol. 95/1, pp. 74-86, https://doi.org/10.1162/rest_a_00234. [13]
- OCDE (2022), *Base de données de Regard sur l'éducation - Niveau de formation et situation au regard de l'emploi*, OCDE, Paris, https://stats.oecd.org/Index.aspx?datasetcode=EAG_NEAC. [4]

- OCDE (2022), *Education au niveau régional*, OCDE, Paris, [8]
https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=REGION_EDUCAT (consulté le 25 juin 2021).
- OCDE (2021), *Base de données de Regards sur l'éducation - Éducation et revenus*, OCDE, Paris, [5]
<https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=cc3342f7-080b-40de-97e7-603105b3654a&themetreeid=5>.
- OCDE (2021), *Regards sur l'éducation 2021 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, [3]
<https://doi.org/10.1787/5077a968-fr>.
- OCDE (2019), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2019 : L'avenir du travail*, Éditions OCDE, Paris, [2]
<https://doi.org/10.1787/b7e9e205-fr>.
- OCDE (2018), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018 : Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, Paris, [14]
<https://doi.org/10.1787/9789264305380-fr>.
- OCDE (2018), *Regards sur l'éducation 2018 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, [10]
<https://doi.org/10.1787/eag-2018-fr>.
- OCDE (2013), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'évaluation des compétences des adultes*, Éditions OCDE, Paris, [9]
<https://doi.org/10.1787/9789264204096-fr>.
- Verhaest, D. et R. Van Der Velden (2013), « Cross-country differences in graduate overeducation », *European Sociological Review*, vol. 29/3, <https://doi.org/10.1093/esr/jcs044>. [11]

Tableaux de l'indicateur A3

Tableaux de l'indicateur A3. Dans quelle mesure le niveau de formation affecte-t-il le taux d'emploi ?

Tableau A3.1	Taux d'emploi des 25-64 ans, selon le niveau de formation (2021)
Tableau A3.2	Évolution des taux d'emploi des 25-34 ans, selon le niveau de formation et le sexe (2011 et 2021)
Tableau A3.3	Taux d'emploi des 25-64 ans diplômés du tertiaire, selon le domaine d'études (2021)
Tableau A3.4.	Évolution des taux d'emploi, de chômage et d'inactivité des 25-34 ans, selon le niveau de formation (de 2019 à 2021)
Tableau A3.5	Taux de chômage selon le niveau de formation et répartition des chômeurs, selon la durée du chômage (2021)

StatLink  <https://stat.link/cyt6uv>

Date butoir pour les données : 17 juin 2022. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>). D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de Regards sur l'éducation (<http://stats.oecd.org>).

Tableau A3.1. Taux d'emploi des 25-64 ans, selon le niveau de formation (2021)

Pourcentage d'actifs occupés dans l'effectif total de 25-64 ans

	Inférieur au deuxième cycle du secondaire	Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire			Tertiaire					Tous niveaux de formation
		Deuxième cycle du secondaire	Post- secondaire non tertiaire	Total	Cycle court	Licence, ou équivalent	Master, ou équivalent	Doctorat, ou équivalent	Total	
OCDE Pays	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
Australie	60	78	84	79	81	86	88	95	86	79
Autriche	54	75	85	76	85	80	89	93	86	76
Belgique	45	72	85	73	86	85	89	95	87	74
Canada	56	69	79	72	79	83	87 ^d	x(7)	82	77
Chili ¹	52	63	a	63	73	83	91 ^d	x(7)	80	65
Colombie	65	76 ^d	x(2)	68	x(6)	87 ^d	x(6)	x(6)	77	69
Costa Rica	60	66	c	66	72	83	89	c	81	66
République tchèque	56	83 ^d	x(2)	83	89	82	88	94	87	83
Danemark	62	82	91	82	87	86	90	93	88	81
Estonie	64	79	80	79	83	86	89	92	87	81
Finlande	54	76	95	77	82	88	90	m	88	79
France	53	74	61	74	85	84	89	91	86	75
Allemagne	62	80	86	82	88	87	89	93	88	81
Grèce	53	62	68	63	71	73	84	93	76	65
Hongrie	59	81	91	82	91	89	92	99	91	82
Islande	71	80	91	82	85	87	92	93	89	83
Irlande	52	70	75	72	81	86	88	92	86	77
Israël	48	70	a	70	84	86	90	92	87	76
Italie	51	70	74	70	70	75	85	92	82	66
Japon ²	x(2)	82 ^d	x(5)	m	82 ^d	89 ^d	x(6)	x(6)	86 ^d	84
Corée	61	70	a	70	76	77	86 ^d	x(7)	77	73
Lettonie	62	73	75	73	82	86	86	97 ^e	86	77
Lituanie	58	74	74	74	a	88	92	96	90	80
Luxembourg	62	72	78	72	81	81	89	89	86	77
Mexique	64	69	a	69	72	78	86	92	78	68
Pays-Bas	66	83	79	83	90	87	91	96	89	82
Nouvelle-Zélande	72	82	86	83	90	89	88	89	89	83
Norvège	61	81	83	81	83	90	93	95	89	82
Pologne	49	74	74	74	76	89	91	97	91	78
Portugal	70	82	81	82	78	83	92	95	90	80
République slovaque	30	79	82	79	c	76	90	92	88	78
Slovénie	50	75	a	75	86	89	91	94	90	79
Espagne	58	71	64	71	79	80	84	87	81	71
Suède	62	85	82	84	82	89	93	94	89	83
Suisse	67	82 ^d	x(2)	82	x(6, 7, 8)	88 ^d	89 ^d	93 ^d	89	83
Türkiye	50	59	a	59	63	75	82	91	72	57
Royaume-Uni ³	64	79	a	79	82	87	88	91	86	80
États-Unis	52	67 ^d	x(2)	67	75	80	85	88	81	72
Moyenne OCDE	58	75	80	75	81	84	89	93	85	76
Moyenne UE22	56	76	79	76	82	84	89	93	87	77
Partenaires										
Argentine	66	73	a	73	x(6)	85 ^d	x(6)	93	86	74
Brésil	55	68	a	68	x(6)	80 ^d	83	90	80	65
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde ¹	61	63	75	64	x(6)	61 ^d	x(6)	64	62	62
Indonésie	73	73 ^d	x(2)	73	75	82	82	89	81	74
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud ¹	40	53	m	53	67	77	84 ^d	x(7)	73	49
Moyenne G20	58	71	m	70	m	81	m	87	81	71

Remarque : les données sont basées sur la CITE 2011 dans tous les pays, sauf en Argentine et en Inde, où elles se basent sur la CITE 97. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Ces données et d'autres données désagrégées peuvent être consultées dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

1. L'année de référence n'est pas 2021, mais 2020 en Afrique du Sud, au Chili et en Inde.

2. Sont inclus dans les diplômés de l'enseignement tertiaire des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et de l'enseignement post-secondaire non tertiaire (moins de 5 % des adultes se classent dans cette catégorie).

3. Sont inclus dans les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire des diplômés d'un nombre et niveau suffisants de cursus qui, pris séparément, les classeraient dans une catégorie intermédiaire (12 % des 25-64 ans se classent dans cette catégorie).

Source : OCDE/OIT (2022). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

Tableau A3.2. Évolution des taux d'emploi des 25-34 ans, selon le niveau de formation et le sexe (2011 et 2021)

Pourcentage d'actifs occupés dans l'effectif total de 25-34 ans

		Inférieur au deuxième cycle du secondaire						Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire						Tertiaire					
		Hommes		Femmes		Total		Hommes		Femmes		Total		Hommes		Femmes		Total	
		2011	2021	2011	2021	2011	2021	2011	2021	2011	2021	2011	2021	2011	2021	2011	2021	2011	2021
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)
OCDE	Pays																		
	Australie	78 ^b	70	49 ^b	47	65 ^b	60	92 ^b	89	69 ^a	71	82 ^b	82	92 ^b	91	80 ^b	84	85 ^b	87
	Autriche	77	65	52	47	63	57	87	87	79	78	83	83	89	89	85	84	87	87
	Belgique	66 ^b	57	41 ^b	36	55 ^b	47	86 ^b	83	72 ^b	70	79 ^b	77	90 ^b	90	88 ^b	89	89 ^b	89
	Canada	70	65	44	38	59	55	83	81	70	67	78	76	87	87	81	84	84	85
	Chili ¹	81 ^b	68	43 ^b	44	62 ^b	56	81 ^b	71	56 ^b	51	68 ^b	60	91 ^b	83	81 ^b	77	86 ^b	79
	Colombie	m	87	m	42	m	68	m	84	m	52	m	68	m	85	m	72	m	78
	Costa Rica	83	81	39	39	62	62	90	83	63	50	76	66	86	85	82	74	84	79
	République tchèque	60 ^b	73	34 ^b	38	46 ^b	56	91 ^b	95	62 ^b	60	78 ^b	80	91 ^b	94	63 ^b	66	76 ^b	78
	Danemark	70	67	45	45	60	58	83	85	75	71	80	79	87	87	84	84	85	86
	Estonie	64	80	46	55	58	71	83	89	67	72	76	83	89	92	72	81	78	85
	Finlande	64	57 ^b	c	38 ^b	56	48 ^b	84	79 ^b	70	72 ^b	78	76 ^b	91	89 ^b	77	86 ^b	83	87 ^b
	France	68	62	43	39	56	52	87	82	68	71	79	77	90	89	84	86	87	87
	Allemagne	69 ^b	70	43 ^b	45	56 ^b	59	84 ^b	87	76 ^b	81	80 ^b	84	93 ^b	91	86 ^b	86	89 ^b	88
	Grèce	72 ^b	64	37 ^b	20	59 ^b	46	74 ^b	71	54 ^b	50	64 ^b	62	73 ^b	75	67 ^b	65	69 ^b	69
	Hongrie	56	70	25	45	41	59	82	90	59	79	72	85	91	93	72	89	80	91
	Islande	79	75	57	68	70	73	80	88	62	70	72	80	88	89	83	81	85	84
	Irlande	46 ^b	56	36 ^b	29	41 ^b	45	68 ^b	79	61 ^b	64	65 ^b	72	83 ^b	90	81 ^b	87	82 ^b	88
	Israël	58 ^b	58	27 ^b	41	46 ^b	51	72 ^b	69	62 ^b	60	68 ^b	65	83 ^b	86	81 ^b	83	82 ^b	85
	Italie	73 ^b	64	38 ^b	31	58 ^b	50	78 ^b	74	59 ^b	52	69 ^b	64	71 ^b	71	66 ^b	70	68 ^b	70
	Japon ²	m	m	m	m	m	m	x(13)	x(14)	x(15)	x(16)	x(17)	x(18)	92 ^{b,d}	94 ^d	72 ^{b,d}	84 ^d	81 ^{b,d}	89 ^d
	Corée	69 ^b	75	44 ^b	56	58 ^b	65	73 ^b	68	51 ^b	55	63 ^b	63	85 ^b	80	65 ^b	73	75 ^b	76
	Lettonie	57	74	44	32	53	60	78	81	65	69	72	76	90	91	82	84	85	87
	Lituanie	43 ^b	62	41 ^b	40 ^b	43 ^b	57	71 ^b	86	67 ^b	66	69 ^b	79	91 ^b	93	87 ^b	90	89 ^b	91
	Luxembourg	c	83	c	c	c	74	c	88	c	81	c	85	c	89	c	84	89 ^b	86
	Mexique	90	89	41	44	64	65	88	88	55	54	71	70	87	86	75	74	81	79
	Pays-Bas	81 ^b	77	58 ^b	62	71 ^b	71	89 ^b	90	82 ^b	81	85 ^b	86	92 ^b	93	92 ^b	89	92 ^b	91
	Nouvelle-Zélande	77	77	46	56	62	68	88	90	67	73	78	82	89	93	78	86	83	90
	Norvège	74	72	62	52	69	64	88	87	77	80	83	84	91	88	88	88	89	88
	Pologne	57 ^b	60	35 ^b	31	49 ^b	50	85 ^b	92	58 ^b	65	73 ^b	81	91 ^b	95	82 ^b	88	85 ^b	91
	Portugal	79	74	67	63	74	70	81	81	79	77	80	79	80	80	83	86	82	84
	République slovaque	bc	33	bc	18	28 ^b	26	82 ^b	89	57 ^b	73	71 ^b	83	88 ^b	90	69 ^b	79	77 ^b	83
	Slovénie	bc	68	bc	41 ^b	c	58	83 ^b	89	74 ^b	72	79 ^b	84	91 ^b	90	87 ^b	87	89 ^b	88
	Espagne	63	66	51	49	58	59	71	71	63	67	67	69	79	80	75	77	77	78
	Suède	71 ^b	71	45 ^b	46	60 ^b	60	87 ^b	85	78 ^b	76	83 ^b	82	88 ^b	87	85 ^b	85	86 ^b	86
	Suisse	78 ^b	76 ^b	62 ^b	54 ^b	70 ^b	65 ^b	90 ^b	89 ^b	81 ^b	83 ^b	86 ^b	87 ^b	92 ^b	92 ^b	82 ^b	89 ^b	87 ^b	91 ^b
	Türkiye	85 ^b	79	25 ^b	24	53 ^b	51	88 ^b	83	34 ^b	32	66 ^b	61	86 ^b	83	66 ^b	59	77 ^b	71
	Royaume-Uni ³	70 ^b	72	41 ^b	52	56 ^b	64	87 ^b	89	69 ^b	77	78 ^b	83	89 ^b	93	83 ^b	88	86 ^b	90
	États-Unis	66	64	38	38	54	53	72	74	62	61	67	68	87	87	78	81	82	84
	Moyenne OCDE	70	69	44	43	57	58	82	83	66	67	75	76	88	88	79	82	83	84
	Moyenne UE22	65	66	43	40	54	56	82	84	68	70	75	78	87	88	79	83	83	85
Partenaires	Argentine	87	83	43	41	67	64	88	81	59	59	73	70	96	92	85	86	89	88
	Brésil	87 ^b	75	53 ^b	37	71 ^b	58	91 ^b	82	40 ^b	55	64 ^b	68	92 ^b	87	85 ^b	78	88 ^b	82
	Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Inde ¹	m	95	m	28	m	59	m	88	m	21	m	59	m	76	m	29	m	54
	Indonésie	93	88	50	47	70	67	91	86	50	50	72	70	87	87	74	74	80	80
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Afrique du Sud ¹	55	41	39	26	47	34	62	51	41	38	51	45	75	67	64	61	70	63
Moyenne G20		m	73	m	39	m	57	m	80	m	56	m	69	m	85	m	75	m	80

Remarque : la somme des pourcentages par catégorie de rémunération selon le niveau de formation n'est pas nécessairement égale à 100% du fait des données manquantes. Le code ""b"" dans les colonnes pour l'année 2011 indique que les données se réfèrent à la CITE-97. Dans la plupart des pays, les données en 2021 sont basées sur la CITE 2011, sauf en Argentine et en Inde. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Ces données et d'autres données désagrégées peuvent être consultées dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

1. L'année de référence n'est pas 2021, mais 2020 en Afrique du Sud, au Chili et en Inde.

2. Sont inclus dans les diplômés de l'enseignement tertiaire des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et de l'enseignement post-secondaire non tertiaire (moins de 5 % des adultes se classent dans cette catégorie).

3. Sont inclus dans les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire des diplômés d'un nombre et niveau suffisants de cursus qui, pris séparément, les classeraient dans une catégorie intermédiaire (9 % des 25-34 ans se classent dans cette catégorie).

Source : OCDE/OIT (2022). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://stat.link/uo0zbf>

Tableau A3.3. Taux d'emploi des 25-64 ans diplômés du tertiaire, selon le domaine d'études (2021)

Pourcentage d'actifs occupés dans l'effectif total de 25-64 ans

	Éducation	Lettres et arts, sciences sociales, journalisme et information			Commerce, administration et droit			Sciences naturelles, mathématiques et statistiques	Technologies de l'information et de la communication	Ingénierie, industries de transformation et construction	Santé et protection sociale			Total
		Arts	Lettres (sauf langues), sciences sociales, journalisme et information	Total	Commerce et administration	Droit	Total				Santé (dentisterie et médecine)	Santé (soins infirmiers et autres secteurs connexes)	Total	
OCDE	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
Pays														
Australie	85	x(4)	86	83	x(7)	x(7)	85	83	88	88	x(13)	x(13)	87	86
Autriche	86	83	83	84	86	87	86	87	92	87	90	86	87	86
Belgique	86	x(4)	85	84	x(7)	x(7)	87	89	90	90	x(13)	x(13)	88	87
Canada	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chili ¹	83	84	89	86	83	85	83	78	90	89	92	83	83	84
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Costa Rica	78	x(4)	79	79	x(7)	x(7)	81	88	92	85	x(13)	x(13)	80	81
République tchèque	85	86	84	84	83	91	64	83	96	92	88	84	84	87
Danemark	90	77	86	84	90	92	90	82	87	90	m	m	89	88
Estonie	86	81	88	85	88	89	88	91	91	87	x(13)	x(13)	87	87
Finlande	85	85	85	85	86	95	85	89	91	90	96	90	90	88
France	87	x(4)	84	81	x(7)	x(7)	86	87	88	88	x(13)	x(13)	87	86
Allemagne	87	84	86	84	89	89	90	86	91	90	90	87	89	88
Grèce	79	x(4)	81	74	x(7)	x(7)	75	75	79	81	x(13)	x(13)	84	76
Hongrie	87	x(4)	93	91	x(7)	x(7)	90	89	96	93	x(13)	x(13)	92	91
Islande ¹	92	x(4)	x(4)	92	x(7)	x(7)	95	92	97	93	x(13)	x(13)	95	93
Irlande	86	x(4)	86	77	x(7)	x(7)	89	87	89	95	x(13)	x(13)	89	86
Israël	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Italie	83	69	78	76	85	81	83	81	88	88	x(13)	x(13)	89	82
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Corée	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Lettonie	87	88	85	84	86	78	84	91	94	87	92	95	91	86
Lituanie	90	88	92	90	89	x(7)	89	90	94	89	93	92	93	90
Luxembourg	88	x(4)	85	82	x(7)	x(7)	89	83	87	87	m	m	85	86
Mexique	78	77	74	75	78	80	78	73	83	81	77	77	77	78
Pays-Bas	86	89	87	87	91	88	91	86	93	89	93	90	89	89
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Norvège	89	89	89	88	90	90	90	85	89	92	x(13)	x(13)	91	89
Pologne	88	86	90	90	92	92	92	89	97	93	x(13)	x(13)	93	91
Portugal	94	x(4)	91	87	x(7)	x(7)	89	83	96	89	x(13)	x(13)	94	90
République slovaque	89	x(4)	89	86	x(7)	x(7)	90	87	91	89	x(13)	x(13)	88	88
Slovénie	90	84	90	89	87	91	88	90	94	91	x(13)	x(13)	93	90
Espagne	78	x(4)	80	78	x(7)	x(7)	80	82	88	83	x(13)	x(13)	86	81
Suède	89	80	88	85	90	89	89	85	91	92	88	94	91	89
Suisse	88	82	85	84	89	85	88	91	91	93	92	91	91	89
Türkiye ¹	71	x(4)	x(4)	67	x(7)	x(7)	73	73	74	78	x(13)	x(13)	78	75
Royaume-Uni	83	x(4)	85	83	x(7)	x(7)	84	83	85	87	x(13)	x(13)	82	86
États-Unis ^{1, 2}	80	81	84	83	x(7)	x(7)	86	85	87	88	x(13)	x(13)	85	82
Moyenne OCDE	85	m	86	83	m	m	86	85	90	89	m	m	88	86
Moyenne UE22	87	m	86	84	m	m	86	86	91	89	m	m	89	87
Partenaires														
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données sur les lettres (sauf langues), les sciences sociales, le journalisme et l'information peuvent se rapporter uniquement au grand domaine des sciences sociales, du journalisme et de l'information. Les données de la colonne 14 peuvent différer de celles du Tableau A3.1, colonne 9, en raison de différences dans la couverture des pays et les années de référence. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Ces données et d'autres données désagrégées peuvent être consultées dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

1. L'année de référence n'est pas 2021, mais 2017 au Chili et aux États-Unis ; et 2016 en Islande et en Türkiye.

2. Les données se rapportent au domaine d'études choisi en licence, même chez les diplômés d'autres niveaux de l'enseignement tertiaire.

Source : OCDE (2022). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

Tableau A3.4. Évolution des taux d'emploi, de chômage et d'inactivité des 25-34 ans, selon le niveau de formation (de 2019 à 2021)

Le taux d'inactivité des 25-34 ans correspond au pourcentage d'inactifs dans la population de cet âge ; le taux de chômage des 25-34 ans correspond au pourcentage de chômeurs dans la population active de cet âge

		Taux de chômage						Taux d'inactivité					
		Inférieur au deuxième cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire		Tertiaire		Inférieur au deuxième cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire		Tertiaire	
		2019	2021	2019	2021	2019	2021	2019	2021	2019	2021	2019	2021
		(1)	(3)	(4)	(6)	(7)	(9)	(10)	(12)	(13)	(15)	(16)	(18)
OCDE	Pays												
	Australie	10	10	5	5	3	4	32	33	15	14	11	10
	Autriche	15	23	4	7	4	4	31	27	10	12	11	9
	Belgique	17	23	6	9	4	4	38	38	14	15	9	7
	Canada	12	14	7	9	5	6	36	36	16	17	10	9
	Chili	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Colombie	10	10	12	16	12	15	22	25	16	19	8	8
	Costa Rica	14	20	12	19	9	12	22	23	16	19	10	9
	République tchèque	13	14	2	4	1	1	34	35	16	17	21	21
	Danemark	10	10	6	4	7	6	37	35	16	17	9	9
	Estonie	7	11	5	6	3	3	26	20	14	12	14	11
	Finlande	17	16 ^b	7	8 ^b	5	5 ^b	41	42 ^b	17	17 ^b	11	8 ^b
	France	24	20	11	10	6	6	33	35	15	14	8	7
	Allemagne	12	11	3	4	3	3	33	34	13	13	9	9
	Grèce	30	29	26	20	19	20	23	35	16	22	10	13
	Hongrie	11	13	3	4	2	2	34	33	16	11	14	7
	Islande	6	10	5	7	4	6	16	19	12	14	7	10
	Irlande	13	15	6	9	4	4	44	47	19	21	9	8
	Israël	4	8	5	7	4	5	40	45	26	30	9	11
	Italie	21	21	14	14	12	10	33	36	25	26	23	22
	Japon ¹	m	m	x(7)	x(9)	3 ^d	2 ^d	m	m	x(16)	x(18)	10 ^d	9 ^d
	Corée	6	6	7	7	6	5	34	31	29	32	19	20
	Lettonie	14	15	7	10	4	5	24	30	14	15	7	8
	Lituanie	19	19	8	9	3	4	33	30	14	13	4	5
	Luxembourg	c	c	c	c	4	4	c	c	8	10	7	10
	Mexique	3	4	4	5	6	6	31	32	25	26	14	15
	Pays-Bas	7	6	3	4	2	3	31	24	12	11	6	6
	Nouvelle-Zélande	7	7	4	4	2	2	26	27	15	14	9	8
	Norvège	8	11	3	4	3	3	31	29	13	13	8	9
	Pologne	13	12	4	4	3	3	46	43	18	15	9	7
	Portugal	9	11	6	10	7	8	14	22	9	12	7	9
	République slovaque	37	39	6	8	3	5	47	58	14	10	18	13
	Slovénie	13	15	6	6	5	5	29	32	9	11	6	7
	Espagne	23	28	17	18	12	13	17	18	15	16	11	10
	Suède	17	25	5	6	4	6	22	19	13	13	9	9
	Suisse	10	14 ^b	5	6 ^b	4	4 ^b	23	24 ^b	9	8 ^b	6	6 ^b
	Türkiye	16	14	15	13	15	14	38	40	28	30	15	18
	Royaume-Uni ²	7	9	3	4	2	3	28	30	13	13	7	7
	États-Unis	10	11	6	10	2	4	37	40	21	24	13	12
	Moyenne OCDE	13	15	7	8	5	6	31	32	16	17	11	10
	Moyenne UE22	16	18	7	8	5	6	32	33	14	15	11	10
Partenaires	Argentine	14	13	11	11	5	5	26	27	20	22	6	7
	Brésil	15	18	13	15	8	9	26	29	16	19	7	10
	Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Inde	3	m	8	m	17	m	43	m	39	m	36	m
	Indonésie	3	3	4	5	5	6	28	30	23	26	13	16
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Afrique du Sud	43	m	33	m	21	m	31	m	24	m	12	m
Moyenne G20		13	m	10	m	7	m	33	m	21	m	13	m

Remarque : Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Ces données et d'autres données désagrégées peuvent être consultées dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>). Des colonnes supplémentaires présentant des données pour 2020 sur les taux de chômage et d'inactivité des 25-34 ans peuvent être consultées en ligne (voir lien StatLink ci-dessous).

1. Sont inclus dans les diplômés de l'enseignement tertiaire des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et de l'enseignement post-secondaire non tertiaire (moins de 5 % des adultes se classent dans cette catégorie).

2. Sont inclus dans les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire des diplômés d'un nombre et niveau suffisants de cursus qui, pris séparément, les classeraient dans une catégorie intermédiaire (9 % des 25-64 ans se classent dans cette catégorie).

Source : OCDE (2022). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://stat.link/retq11>

Tableau A3.5. Taux de chômage selon le niveau de formation et répartition des chômeurs, selon la durée du chômage (2021)

Pourcentage de 25-64 ans au chômage dans la population active de cet âge

		Inférieur au deuxième cycle du secondaire				Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire				Tertiaire			
		Taux de chômage	Répartition selon la durée du chômage			Taux de chômage	Répartition selon la durée du chômage			Taux de chômage	Répartition selon la durée du chômage		
			Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	Plus de 12 mois		Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	Plus de 12 mois		Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	Plus de 12 mois
OCDE	Pays	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	Australie	7	x(3)	61 ^d	39	5	x(7)	60 ^d	40	3	x(11)	70 ^d	30
	Autriche	14	27	32	41	5	32	33	34	4	35	34	32
	Belgique	13	17	23	60	6	25	30	45	3	28	31	41
	Canada	11	46	33	21	8	46	36	18	5	46	35	19
	Chili ¹	6	73	23	3	7	73	24	3	6	68	25	7
	Colombie	8	x(3)	85 ^d	15	14	x(7)	81 ^d	19	12	x(11)	75 ^d	25
	Costa Rica	14	58	21	21	15	46	27	27	8	40	33	26
	République tchèque	12	18	33	49	3	25	44	30	1	28	48	24
	Danemark	7	31	31	38	4	32	37	31	4	35	41	25
	Estonie	12	38	34	28	6	31	41	28	4	36	38	26
	Finlande	14 ^b	x(3)	65 ^{b, d}	35 ^b	7 ^b	x(7)	73 ^{b, d}	27 ^b	4 ^b	x(11)	66 ^{b, d}	34 ^b
	France	12	26	30	44	7	33	32	35	5	35	36	29
	Allemagne	7	26	30	44	3	27	33	40	2	34	37	30
	Grèce	17	9	25	67	15	9	24	67	11	14	26	60
	Hongrie	10	30	32	38	3	32	35	33	1	39	37	24
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	9	17	27	56	6	26	32	42	4	31	35	35
	Israël	6	8	35	57	6	9	32	59	4	8	31	61
	Italie	12	15	20	65	8	19	23	59	5	25	28	47
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	2	m	m	m
	Corée	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Lettonie	14	20	33	46	8	31	40	30	5	28	43	29
	Lituanie	15	31	37	32	9	37	36	27	4	39	42	20
	Luxembourg	6	c	c	c	4	c	c	c	4	c	30	38
	Mexique	3	78	17	4	4	68	26	6	4	63	28	9
	Pays-Bas	4	30	37	32	3	34	31	34	3	45	34	21
	Nouvelle-Zélande	4	39	83	17	3	41	84	16	2	50	84	16
	Norvège	7	27	32	40	3	24	34	42	2	31	36	33
	Pologne	7	22	45	32	3	25	44	31	2	30	45	25
	Portugal	6	x(3)	43 ^d	57	6	x(7)	52 ^d	48	4	x(11)	60 ^d	40
	République slovaque	38	4	17	80	6	13	34	53	3	11	38	51
	Slovénie	8	11	32	57	5	20	30	50	3	22	35	43
	Espagne	20	25	28	47	14	25	30	45	9	28	32	40
	Suède	21	19	43	39	5	31	36	33	4	35	37	28
	Suisse	10	x(3)	50 ^d	50	5	x(7)	51 ^d	49	3	x(11)	61 ^d	39
	Türkiye	10	x(3)	72 ^d	28	11	x(7)	64 ^d	36	10	x(11)	54 ^d	46
	Royaume-Uni ²	6	23	33	43	3	31	34	35	3	39	39	23
	États-Unis	10	36	39	25	7	37	41	22	4	31	42	27
	Moyenne OCDE	11	29	38	40	6	32	40	35	4	34	42	31
	Moyenne UE22	13	22	33	47	6	27	37	39	4	30	39	34
Partenaires	Argentine	9	x(3)	60 ^d	40	8	x(7)	54 ^d	46	3	x(11)	56 ^d	43
	Brésil	12	27	33	40	12	21	32	47	7	16	36	48
	Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Indonésie	2	38	37	25	3	24	38	37	3	21	34	45
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Ces données et d'autres données désagrégées peuvent être consultées dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

1. L'année de référence n'est pas 2021, mais 2017 au Chili.

2. Sont inclus dans les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire des diplômés d'un nombre et niveau suffisants de cursus qui, pris séparément, les classeraient dans une catégorie intermédiaire (12 % des 25-64 ans se classent dans cette catégorie).

Source : OCDE (2022). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et les notes à l'annexe 3 (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2022_X3-A.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://stat.link/s20tfc>



Extrait de :

Education at a Glance 2022

OECD Indicators

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/3197152b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Dans quelle mesure le niveau de formation affecte-t-il le taux d'emploi ? », dans *Education at a Glance 2022 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/ce568081-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.